



**Déclaration liminaire**  
**au CHSCT du 27 novembre 2017**

Monsieur le Président,

Comme vous le savez figure à l'ordre du jour de ce CHSCT le bilan social du département. Que ce soit au niveau local ou national, Solidaires Finances ne peut que vous exprimer sa très forte inquiétude sur la dégradation continue des conditions de travail des agents.

Nous constatons avec regret que ce baromètre semestriel a malheureusement toujours son aiguille bloquée sur tempête, car les chiffres parlent d'eux même : 73 % des agents pensent que la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens (84 % dans l'Eure), 78 % que l'administration ne les écoute toujours pas, et 71 % disent que l'attention portée aux conditions de travail est insuffisante. Encore plus préoccupant, 63 % des agents sont pessimistes sur leur avenir au sein de notre administration (72 % dans l'Eure), et 62 % disent qu'ils n'ont pas le temps d'accomplir correctement leur travail. 95 % (98 % dans le département) ont le sentiment de travailler dans l'urgence ! 67 % d'entre eux jugent le climat social mauvais ou très mauvais à la DGFIP.

Entre un tiers et un quart des agents seulement fondent quelque espoir sur le numérique : 27 % seulement ont un avis positif sur le Wifip, et 36 % jugent positivement l'e-formation (46 % la jugent de façon négative).

Les attentes des agents visent notamment la rémunération, les conditions de travail, l'organisation interne et les méthodes de travail, qui constituent toujours les points sur lesquels ils estiment qu'il faudrait agir en priorité.

Combien de baromètres faudra-t-il encore aux ministres et responsables de la DGFIP pour prendre conscience du fossé grandissant entre leurs décisions, leurs orientations, et la réalité quotidienne ?

Ces décrochages valident hélas totalement les critiques portées par Solidaires Finances ces dernières années, qui nous ont conduit à claquer la porte du Comité National de Suivi. Nous refusons en effet de cautionner le vide...

Au fil du temps, la prise en charge de ces questions essentielles a été transformée en un suivi purement administratif et formel. L'absence de volonté et de réel moyen au plus haut niveau a fait le reste. En verrouillant totalement la porte à tout échange sur le rôle et la place de l'encadrement (jetant aux orties le rapport qu'elle-même avait commandé et payé à l'IRES !), sur l'impact des décisions en matière de pilotage des missions (chasse gardée, circulez il n'y a rien à voir !), en interrompant dès 2012 les échanges sur la sécurité et la protection, la DGFIP porte l'entière responsabilité de l'échec du dialogue sur le sujet et des conséquences sur la santé et les conditions de vie au travail des personnels.

Que faut-il faire maintenant ?

Pour nous, il faut impérativement des moyens budgétaires et humains pour casser la spirale du mal-être et de la négation de l'humain. Il faut regarder la réalité en face, arrêter la casse idéologique de notre administration et prendre enfin, en compte, au plus niveau la

volonté des agents et de leurs représentants, et prendre les décisions nécessaires !

Nous sommes bien conscients que ceci ne peut se faire sans remettre en cause la politique actuelle de suppressions d'emplois. Pour Solidaires Finances, celle-ci est la cause première et principale du mal-être au travail. Nous savons que dans le département la direction et le service local des Ressources Humaines essayent en permanence de protéger autant que faire ce peut les agents fragiles, mais dans le contexte à venir cette empathie et cette surveillance de tous les instants risquent de trouver elles-mêmes leurs limites. Pour Solidaires Finances, la vraie solution ne viendra que d'un changement de cap ministériel.

Malheureusement les annonces récentes faites par le premier ministre, ne nous engagent pas à l'optimisme, c'est le moins que l'on puisse dire. Si l'objectif de CAP 22 est de nous dire : pour améliorer vos conditions de travail, nous allons vous enlever des missions ou en abandonner, vous comprendrez, monsieur le président que ce raisonnement ne nous sied guère ! Nous voulons, nous exigeons même, que la DGFIP garde l'ensemble de ses missions, avec les moyens de les réaliser correctement , et avec des charges de travail acceptables pour tous. Solidaires Finances et Solidaires Finances Publiques prendront toutes leurs responsabilités dans le débat à venir pour combattre des décisions qui s'annoncent déjà désastreuses pour l'avenir de notre administration et de ses agents.

Les représentant Solidaires Finances au CHSCT de l'Eure.